



GOUVERNEMENT DE HAÏTI

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

Projet de collecte des déchets solides visant la consolidation du processus de Réduction de la Violence armée à Carrefour Feuilles

(DOCUMENT PROJECT)

Brève description : Dans la cadre du programme DDR de réduction de la violence et renforcement de la paix en Haïti, le PNUD et la MINUSTAH en collaboration avec le Gouvernement de Haïtien se propose mettre en œuvre un projet pilote d'assainissement sur un quartier démunie de Port-au-Prince.

But du projet :

Le but de ce projet consiste à renforcer la paix à Carrefour Feuille à travers un projet de haute intensité de main-d'œuvre en débarrassant les artères des déchets solides. Pour ce faire, il est question de :

- 3) Mettre en place un système d'évacuation pérenne à travers les comités de quartiers de Carrefour Feuilles ;
- 4) Consolider les acquis du processus de pacification de ce quartier et fournir des expériences nécessaires à sa duplication dans d'autres régions du pays, suivant les besoins du milieu.

Dans la stratégie de mise en œuvre, seront impliqués directement les 25 comités de quartiers créés dans le cadre du projet du PNUD de Réduction de la Violence à Carrefour Feuilles en avril 2003. Ceci permettra de renforcer la capacité de ces mêmes comité de mettre en œuvre d'autre projet communautaire et de pérenisé la paix le développement dans le quartier.

Décembre 2005

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT
GOVERNEMENT D'HAITI
DESCRIPTION DE PROJET

Code du projet :

Titre abrégé du projet : **Projet Carrefour-Feuilles (DDR)**

Titre complet du projet : **Projet de collecte des déchets solides visant la consolidation du processus de Réduction de la Violence armée à Carrefour Feuilles**

Date de début : janvier 2006

Date de fin : **juin 2006**

Modalité d'exécution : **Direct (DEX)**

Institutions collaboratrices :
**MINUSTAH, PNUD, OIM,
Organismes des Nations Unies et
Partenaires de la société civile, CND**

Site du projet : **Haiti**

Partage des Coûts, Contribution du PNUD, et Financement Parallèle		
	Fonds Disponibles	Fonds Planifiés
Contribution PNUD (IBSA)	550.000	550.000
Budget Total	550.000	550.000

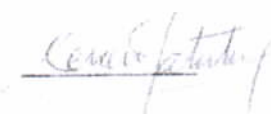

	Nom et signature	Date
Pour le Gouvernement :	Gerard Latortue Premier Ministre 	<u>26/3/06</u>
PNUD	Adama Guindo Représentant Résident 	<u>31/04/06</u>

Table des matières

Liste des sigles	4
Sommaire exécutif	5
Partie IA – ANALYSE DE LA SITUATION	6
1. Contexte	6
1.1 - Configuration sociographique de Carrefour Feuille	6
1.2 - Causes de la violence à Carrefour Feuille	7
1.3 - But du projet	7
2. Cadre institutionnel et juridique	8
3. Bénéficiaires	8
4. Mise en œuvre et séquences des activités du projet	9
Partie IB – STRATEGIE DU PNUD	11
1. Objectif de développement et résultats attendus	11
2. Approches stratégiques	11
3. Composantes et principales activités	12
Partie II – CADRE DE RESULTATS	13
Partie III – GESTION ET MISE EN OEUVRE	14
1. Modalité de la mise en oeuvre	14
2. Révision du projet, suivi et évaluation	14
Partie IV – RISQUES	15
Partie V – CONTEXTE LEGAL	16
Annexe 1 : Calendrier de travail	17
Annexe 2 : Budget	19

Liste des sigles

CF	Carrefour Feuilles
CIVPOL	Mission Civile de Police des Nations Unies
CND	Commission Nationale de Désarmement
CP	Comité de Gestion du projet
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réinsertion
DH	Développement Humain
FIM	Force d'Intervention Multinationale
GoTH	Gouvernement de Transition d'Haïti
HIMO	Haute Intensité de Main d'Oeuvre
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti
ODM	Objectifs de Développement du Millénaire
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SH	Sécurité Humaine

SOMMAIRE EXECUTIF

Ces deux dernières années, la violence armée s'intensifie chaque jour en Haïti. Elle est focalisée principalement dans les quartiers urbains défavorisés de Port-au-Prince, la Capitale d'Haïti. Dans ces bidonvilles, la population est prise en otage par des groupes armés qui fort souvent, sont récupérés et instrumentalisés à des fins politiques.

Le quartier de Carrefour Feuilles réputé pour être une zone de tension sociale et l'un des principaux repaires des bandes armées de Port au Prince, est en cours d'apaisement. Cet apaisement, est le résultat du Projet Pilote « *Appui au processus national de désarmement et aux initiatives communautaires pour la réduction de la violence armée* » initié par le Programme de Nations Unies pour le Développement (PNUD) en avril 2003.

Malgré les acquis considérables du projet, la zone de Carrefour Feuilles demeure un quartier où la sécurité humaine reste fragile. La situation environnementale sur le quartier est alarmante. Les constructions sont en général anarchiques et les déchets solides sont déposés dans les rues des différentes artères à même le sol. Cette situation est dû à l'absence ou à l'inefficacité de la collecte des déchets.

But du projet :

Le but de ce projet consiste à renforcer la paix à Carrefour Feuille à travers un projet de haute intensité de main-d'œuvre en débarrassant les artères des déchets solides. Pour ce faire, il est question de :

- 1) Mettre en place un système d'évacuation pérenne à travers les comités de quartiers de Carrefour Feuilles ;
- 2) Consolider les acquis du processus de pacification de ce quartier et fournir des expériences nécessaires à sa duplication dans d'autres régions du pays, suivant les besoins du milieu.

Dans la stratégie de mise en œuvre, seront impliqués directement les 25 comités de quartiers créés dans le cadre du projet du PNUD de Réduction de la Violence à Carrefour Feuilles en avril 2003. Ceci permettra de renforcer la capacité de ces mêmes comité de mettre en œuvre d'autre projet communautaire et de pérenisé la paix le développement dans le quartier.

Organismes d'exécution :

Ce projet pilote sera exécuté avec l'appui et les ressources d'un certain nombre d'opérateurs et / ou partenaires incluant le secteur des ONGs et des institutions étatiques tels le Ministère des Travaux Publics et la Mairie de Port-au-Prince. Il cherchera à capitaliser sur les expériences du PNUD dans d'autres pays, ainsi que celles d'autres opérateurs d'Haïti. Le tout se fera avec le support d'un technicien spécialisé dans la gestion des déchets solide sera mis à la disposition du projet par le Brésil pour les aspect technique

Financement :

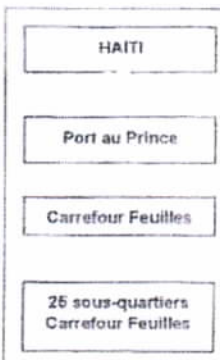
Le Projet est financé principalement par le Fonds IBSA regroupant les pays suivants : l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud. D'une durée de six (6) mois, ce projet disposera d'un budget de 550.000 US \$.et il bénéficiera d'un appui technique de partenaires stratégiques du Brésil.

PARTIE I-A – ANALYSE DE LA SITUATION

1. Contexte

Depuis le départ du président Aristide qui a conduit à la mise en place de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haïti (MINUSTAH), le pays n'est pas encore rentré dans la normalité démocratique. La prolifération et la dissémination des armes illégales continuent à prendre des formes diversifiées et les groupes armés sont en perpétuelles mutations et renouvellement. Les efforts de la Mission de la Police Civile de l'ONU (CIVPOL) pour instaurer un climat de paix restent fragiles.

Dans ce contexte de quête de stabilité, la section conjointe PNUD/MINUSTAH du DDR explore toutes les initiatives pouvant soutenir les efforts de la MINUSTAH pour créer des conditions de sécurité humaine en Haïti. Le quartier de Carrefour Feuilles, en voie de pacification, remplit les conditions pour l'implémentation d'un projet pilote afin de consolider les acquis du programme DDR qui se propose de mettre en place, un projet de collecte de déchets solides à Carrefour Feuilles.



1.1 - Configuration sociographique de Carrefour Feuilles

Le quartier de Carrefour Feuilles s'étend à l'Est de Port-au-Prince sur les contreforts du Morne l'Hôpital. Le quartier est délimité à l'ouest par l'avenue Mgr Guilloux, au nord par la rue Alerte et du Chili, au sud par la montagne et à l'est par l'avenue « N ». Sa population est estimée à environ 300 000 habitants. Il est composé de 25 sous-quartiers, dont beaucoup sont constitués d'Établissement Humains Informels (EHI).

Ce quartier populaire est situé au sud de la capitale d'Haïti, Port au Prince, avec une population estimée à environ 250 000 à 300 000 habitants. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) initié en 2003, a permis d'enclencher un processus de pacification de la zone grâce à un Projet dénommé « Appui au Processus de Désarmement et aux Initiatives Communautaires pour la Réduction de la Violence Armée ». Une étude commanditée alors par le DDR recommande de diviser l'espace en vingt-cinq (25) sous-quartiers et de les regrouper en (4) quatre blocs distincts : B1, B2, B3 et B4. Le regroupement tenait compte des caractéristiques des différentes configurations de la violence armée et aussi du profil socio-économique des occupants. Le tableau 1 présente la répartition des blocs

Tableau I
Blocs d'intervention

Bloc 1	Bloc 2	Bloc 3	Bloc 4
Trou Lambert	Cité Vénus	Campêche	Rte des Dalles
Morne l'Hôpital	Beauboeuf	St Gérard	Place Jérémie
Terre Blanche	Bien Aimé	St Raphaël	Magloire Ambroise
Miron	Doko	Magloire Prolongé	Edmond Paul
	Martelly	Impasse Eddy	Alerte
		Bas Saie	Mgr Guilloux
		Bas Sanatorium	
		Bariajou	

Le quartier est constitué d'une population hétérogène qui a par conséquent des comportements différents quant à l'assainissement. Les Blocs I et II, situés sur les contreforts du « Morne l'Hôpital » sont plutôt composés de bidonvilles. Les Blocs III et IV, ayant une configuration de quartiers, étaient dans le temps mieux lotis que les deux premiers avant de connaître certains problèmes d'urbanismes. Il est un fait que Carrefour Feuilles, à part B3 et B4 présente la configuration d'un grand Bidonville ne répondant pas aux normes d'urbanité. Les conditions d'existence y sont souvent très précaires notamment au niveau de la démographie d'infrastructures de base et de ses services sociaux, l'absence d'hygiène, le manque d'évacuation des ordures ménagères, l'assainissement, l'insécurité et le manque d'opportunités socio-économiques. Tous ces facteurs se conjuguent pour alimenter le cycle de la violence à Carrefour Feuilles.

Les « quartiers populaires » comme Carrefour Feuilles sont vulnérables et sont davantage exposés à la violence. En effet, la recherche, ci-dessous indiquée, montre que les membres des groupes armés sont essentiellement issus de quartiers pauvres qui ont connu peu d'attention en matière d'investissements socio-économiques. Ces bandes armées freinent les investissements sociaux et économiques qui devraient favoriser le développement communautaire de la zone.

1.2 Causes de la violence à Carrefour Feuilles

Les causes qui pourraient contribuer à un basculement de Carrefour Feuilles dans un nouveau cycle de violence sont nombreuses. Mentionnons entre autres facteurs : La pauvreté humaine, la pression urbaine et la politique intérieure du pays.

- i. Pauvreté humaine. L'environnement socio-économique précaire à Carrefour Feuilles, les conditions d'existence sont parmi les plus difficiles du pays. Le manque de services sociaux de base, l'absence d'investissement dans le développement communautaire, le désintéressement des administrations à développer cette zone ont créé un vide dans lequel des acteurs de la violence armée de l'extérieur pourraient s'infiltrer et s'associer avec ceux de l'intérieur pour intensifier le cycle de la violence dans la zone.
- ii. Pression urbaine. Carrefour Feuilles est une zone surpeuplée. La plupart des quartiers, ne répondent à aucune norme de planification urbaine. La Typologie de certaines localités de la zone : espace réduit, petits corridors, favorise en certains quartiers le disséminement des acteurs de la violence après leur forfait.
- iii. Politique intérieure. Les acteurs politiques (des individus ou/et des partis), ont développé une sorte de clientélisme avec des groupes armés. Ces acteurs s'allient à des groupes armés ou montent leur propre groupe pour pratiquer la répression sur des adhérents de groupes politiques adverses.

1.3 But du projet

Ce contexte de difficultés sociographique de Carrefour Feuilles et de recherche de pacification des quartiers urbains défavorisés définit le cadre de ce projet pilote. Le projet mettra en œuvre des activités pérennes de collecte des déchets solides à Carrefour Feuilles. Il visera particulièrement à consolider et à stabiliser le quartier, contribuera à la stabilité nationale et à l'atteinte des objectifs de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haïti (MINUSTAH). Pour ce faire, le projet pilote s'appuiera sur des structures déjà mises en place par le PNUD dans la zone depuis l'année 2003

2. Cadre institutionnel et juridique

La capitalisation de l'expérience du projet de la Réduction de la Violence armée mis en œuvre par le PNUD à Carrefour Feuilles met en évidence des opportunités du développement communautaire pour réduire la violence et l'insécurité dans ce quartier. Les résultats obtenus dans le cadre de ce projet

montrent que des mesures d'accompagnement telles des activités génératrices d'Emplois à Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO) permettront d'assurer la consolidation des acquis.

Dans cette perspective de consolidation, de stabilisation et du nouveau contexte national d'Haïti, la mise en œuvre de ce projet tient compte des dispositions légales et institutionnelles tant nationales qu'internationales pour la construction de la paix, comme stipulée dans les documents suivants :

- **Nations Unies 1542 (Juin 2004)**: Cette résolution du Conseil de Sécurité établissant la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haïti (MINUSTAH) renforce la justification de cette initiative. La Résolution 1608 (Juin 2005) : Demandant, instamment, au Gouvernement de Transition d'Haïti (TGoH) et à la MINUSTAH de mettre immédiatement en œuvre un programme de Désarmement, Démobilisation et de Réinsertion (DDR) ;
- Le document du **Cadre de Coopération Intérimaire (CCI)** met en avant le développement des communautés de base ;
- **Programme DDR (Mai 2005)** : Ce programme est conçu pour être complémentaire de l'appui à fournir à Haïti dans le cadre de l'accord signé entre la MINUSTAH, le PNUD et le Gouvernement Transitoire d'Haïti (TGoH) le 12 mai 2005 ; Il a pour objectif de réduire la violence et promouvoir la paix en utilisant une approche axé sur le renforcement des capacités de la communauté.
- **Objectifs de Développement du Millénaire (ODM)** : Ce programme est conçu afin de lier la Sécurité Humaine (SH) aux ODM (Voir tableau ci-dessous pour plus de détail).

Tableau II
Développement et sécurité humaine

Le Développement Humain (DH)	La Sécurité Humaine (SH)
Le concept DH est une réponse centrée sur l'approche du développement économique	La SH émerge comme une réponse au concept de la sécurité nationale.
Le concept DH est plus significatif à long terme (capital social, espérance de vie, niveau d'éducation)	La SH est plus vulnérable aux changements soudains et aux variations.
DH peut être vu à travers des mesures statistiques rigides	SH reflète aussi les perceptions humaines portant sur leur vulnérabilité tant qu'individuel que collectif, en outre les indicateurs
La Sécurité Humaine est dans un sens ce qui donne de la pérennité au Développement Humain. Il existe une interaction importante entre ces deux composantes. Le manque de Sécurité Humaine constitue un obstacle majeur au Développement Humain et, le manque de perspectives de Développement attire la Sécurité	

3. Bénéficiaires

Les activités envisagées dans le cadre de ce projet bénéficieront :

- i. **Les comités de quartiers de Carrefour Feuilles**, qui dans le cadre de ce projet, seront redynamisés et consolidés dans leur capacité de promouvoir la paix et le développement au sein de leur communauté ;
- ii. **La communauté de Carrefour Feuilles**, qui bénéficiera d'un environnement assaini et également des opportunités d'emploi. Il permettra aussi à la communauté de développer des attitudes et des aptitudes de réponses aux problèmes générés par les déchets solides.
- iii. **La Mairie de Port-au-Prince**, La Mairie de Port-au-Prince est responsable de la collecte des déchets solides dans cette zone. Ce projet constitue un appui à la municipalité de Port-au-Prince dans l'acquittement de ses responsabilités d'évacuation des déchets solides à

Carrefour Feuilles. Cette structure pourra augmenter sa capacité à mettre en place un dispositif de collecte de déchets solides pérenne au niveau de la municipalité. De plus, un renforcement des capacités des services communaux par la mise en place d'outils d'aide à la décision pourra être tiré de cette expérience afin que la mairie puisse dupliquer le projet dans d'autres quartiers de la ville.

- iv. **Gouvernement de Transition d'Haïti** : La consolidation des acquis du processus de pacification de Carrefour Feuilles permettra aux autorités gouvernementales d'enclencher des activités de développement durable. La stabilité obtenue grâce à la redynamisation des comités pourra permettre au gouvernement haïtien et à la Police Nationale d'Haïti (PNH) de maintenir la paix et la stabilité dans le pays.
- v. **La section DDR, PNUD/MINUSTAH** profitera des leçons apprises dans le cadre de l'exécution afin d'assurer sa duplication dans d'autres quartiers et villes affectées par la violence armée.

4. Mise en œuvre et séquences des activités du projet.

Le thème de travail directement concerné par le projet est la « gestion des déchets solides ». Le projet devra permettre d'appuyer et d'organiser les principaux acteurs intervenants dans le domaine de la gestion des déchets solides. Notamment la municipalité, les populations et de façon particulière les petits opérateurs privés (charretiers) transporteurs des ordures ménagères dans le quartier périphérique de Carrefour Feuilles. Ce projet pilote, qui couvrira les 25 localités de Carrefour Feuilles. Il sera mise en œuvre par la Section DDR intégrée du PNUD et de la MINUSTAH avec l'appui technique de partenaires stratégiques brésiliens.

Il couvrira l'ensemble du quartier de Carrefour Feuilles divisé en quatre (4) blocs. Cinq (5) grandes phases sont identifiées pour la mise en œuvre du pilote :

PHASE I. STRUCTURATION DE LA GESTION DU PROJET

A cette phase, la section DDR, de concert avec le PNUD et les bailleurs de fonds, organiseront une série d'activités en vue d'identifier les partenaires stratégiques à intégrer dans le processus d'implémentation du projet. A cet effet des visites de terrain, des rencontres sectorielles et des fora de discussions seront organisés.

Parmi les partenaires stratégiques identifiés figureront le Conseil d'Administration de la Section Communale de Carrefour Feuilles, la Mairie de Port-au-Prince, le Ministère de l'Environnement, etc. Ces structures contribueront à mobiliser l'expertise pour assurer l'implémentation du projet.

La Mairie de Port-au-Prince : sera un partenaire incontournable pour l'identification des zones de collecte. Elle sera aussi sollicitée afin de s'impliquer dans la gestion des espaces d'entreposage et de décharge des déchets solides collectés.

Le Ministère de l'Environnement : pourrait participer à la formation des agents communautaires de la zone et des membres des comités en particulier sur les techniques d'exploitation des ordures ménagères et ainsi créer des opportunités d'emploi. Ce projet pourra être mis à profit afin de sensibiliser la population sur les problèmes de l'environnement, en particulier des déchets non biodégradables.

Systèmes des Nations Unies : Des structures du système des Nations Unies pourront être impliquées dans la gestion du projet et mettre leurs expériences et compétences au service du projet pilote.

Le collectif des Bailleurs (IBSA) : Les bailleurs de fonds seront sollicités et impliqués dans la gestion des fonds et dans l'orientation stratégique du projet.

PHASE II OPERATIONNALISATION ET MISE EN ŒUVRE

Cette phase sera divisée en trois (3) sous phases :

i Consolidation des capacités communautaires de réponse aux problèmes de collecte des déchets solides

Il s'agit, à cette phase, de mobiliser les comités de Carrefour Feuilles afin de les préparer à pérenniser des structures de collecte des déchets solides dans le quartier. Les comités de quartier seront chargés de recruter la main-d'œuvre nécessaire et de promouvoir l'implémentation du projet sous la supervision des partenaires stratégiques.

Le bureau organisera à cette phase un séminaire de formation pour les comités de Carrefour Feuilles. L'objectif est de développer au sein de la communauté des capacités à mettre en œuvre à long terme.

ii Création d'emploi à Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO)

La collecte, l'entreposage, le tri et la transformation des ordures ménagères nécessiteront la mobilisation d'un nombre important de ressources humaines. Le projet ayant aussi pour but la consolidation du processus de pacification de Carrefour Feuilles, cherchera à offrir des emplois à Haute Intensité de main-d'œuvre. Le renforcement des capacités techniques, organisationnelles de la population constitue un apport fondamental.

iii Perspectives de mise en place d'un Centre de formation permanente en transformation des déchets solides

Sous les conseils du technicien en recyclage des déchets solides, des professionnels de l'environnement exploreront les possibilités afin de fournir à la communauté des compétences pour exploiter les ordures ménagères à des fins commerciales et artistiques. A cet effet, un Centre de Formation Permanente de Transformation des Ordures Ménagères sera mise en place pour assurer la galvanisation des compétences en la matière.

PARTIE I-B – STRATEGIE DU PNUD

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme de la section conjointe du DDR du PNUD / MINUSTAH et ainsi contribuera aux efforts des instances nationales et internationales au maintien de la paix et à la stabilisation d'Haïti. La stratégie sera essentiellement basée sur la synergie entre les différents acteurs potentiels et le changement des mœurs de la communauté face à leur environnement. Cette expérience constituera une innovation dans la définition de stratégie afin de pérenniser la collecte des déchets solides. Le positionnement de la section conjointe DDR à moyen et long terme en Haïti permettra un suivi de cette initiative bien au delà des échéancier du projet

1. Objectif de développement et Résultat attendus

Ce projet de la section DDR du PNUD / MINUSTAH entend renforcer la stabilité et la sécurité humaine à Carrefour Feuilles en engageant des membres de la communauté dans la collecte, la gestion et l'entreposage des déchets solides générés par cette communauté. Il contribuera à offrir des opportunités de redynamisation de l'économie de la zone.

L'objectif principal du projet est de lutter contre la pauvreté en offrant un service de base minimal permettant d'améliorer le cadre de vie des populations. Ceci se fera par le renforcement des capacités locales en matière de partenariat public et privé, permettant ainsi la mise en place d'un système de collecte d'ordures ménagères pérenne au profit des populations les plus pauvres du quartier de Carrefour Feuilles.

Les communautés bénéficieront d'un appui à l'organisation et à la mise en place d'un système de collecte des déchets. La municipalité de Port-au-Prince pourra capitaliser sur ce projet afin de mettre en place un plan communal cohérent de gestion des déchets solides.

2. Approches stratégiques

a. Appropriation et participation communautaire

Le projet se propose d'impliquer des comités des 25 quartiers de Carrefour Feuilles dans l'évacuation des déchets solides au sein de la communauté. Cette approche est basée sur l'appropriation des activités de collecte et d'évacuation des déchets solides par les membres de la communauté. Les individus prendront conscience de l'importance d'un environnement assaini pour la sécurité sanitaire dans leur zone.

Des activités de sensibilisation et de conscientisation seront entreprises par les Comité de quartiers concernant les déchets solides.

Les structures communautaires représentatives de la zone de Carrefour Feuilles seront des partenaires privilégiés pour assurer l'exécution, la gestion et le suivi des activités. Elles serviront spécialement dans le recrutement des ouvriers, la détermination des conditions d'embauche, la détermination du type et de l'importance de l'assistance dont elles auront besoin.

b. Partenaires stratégiques.

L'établissement d'une collaboration efficace avec des partenaires nationaux et internationaux à travers la création d'un Comité de Pilotage du projet est important pour accroître l'impact du programme. Le projet pilote ne pourra à lui seul prendre en charge tous les champs d'activités qui seront identifiés. Un partenariat stratégique avec la coopération Brésilienne fournira l'expertise et un appui technique au projet.

c. Renforcement communautaire.

Ce concept souligne l'importance du renforcement des capacités communautaires à différents niveaux. Les différents acteurs locaux bénéficieront de séminaires de formation sur la gestion d'un projet ainsi que sur les mécanismes de la gestion des déchets solides.

d. Approche HIMO

Compte tenu du sous-emploi et de la pauvreté dans la zone, une approche faisant appel aux emplois à Haute intensité de main-d'œuvre sera mise en place. L'approche HIMO représente donc une bonne opportunité pour créer de l'emploi au profit des plus défavorisés.

3. Composantes et principales activités

Dans le cadre de l'approche stratégique délimitée ci-dessus, les composantes suivantes seront retenues afin de structurer les activités du projet et d'atteindre les objectifs visés :

Sensibilisation et conscientisation. La mobilisation sociale génère le réveil des consciences sur le problème de l'insalubrité de l'espace. Celle-ci sera réalisée en s'appuyant sur le réseau communautaire local, mise en place dans le cadre du projet du PNUD réalisé dans la zone au courant de l'année 2003

Renforcement des capacités. Cette composante facilitera l'appropriation et la participation de la communauté dans la planification et l'exécution des activités de gestion des ordures ménagères qui certainement fournira une contribution à la stabilité et au renforcement du développement local.

Amélioration de la qualité de la vie.

Ce projet contribuera à améliorer à plusieurs égards la qualité de la vie de la communauté : d'abord en créant des opportunités d'emploi, ensuite en établissant un environnement salubre et serein, permettant ainsi à l'ensemble des résidents du quartier de vaquer paisiblement à leur occupation. L'ensemble permettra de favoriser le développement de la vie économique dans ce quartier défavorisé de Port-au-Prince.

PARTIE II – CADRE DE RÉSULTATS

Résultats Attendus	Activités / sous activités prévues
<i>I- Les partenaires stratégiques sont identifiés</i>	<ol style="list-style-type: none"> I. Convention établie entre la section DDR - PNUD/MINUSTAH et les partenaires. Ateliers de concertation publique et privée II. Mise en place du comité de coordination
<i>II - Le comité de coordination de Carrefour Feuilles participe activement au processus</i>	<ol style="list-style-type: none"> I. Identification et négociation avec des représentants de la communauté ; II. Activités de sensibilisation et de motivation de la communauté autour du projet
<i>III - Les capacités locales de réponse aux ordures ménagères sont consolidées</i>	<ol style="list-style-type: none"> I. Sensibilisation et organisation et renforcement des petits opérateurs pour la collection d'ordures ménagères II. Organisation d'un atelier final et rédaction d'un rapport de capitalisation ; III. Détermination des circuits de collecte (itinéraires, horaire, point de transfert etc.) élaboré + information de la population et mise en place des bacs
<i>IV - Des emplois à Haute intensité de main-d'œuvre sont créés</i>	<ol style="list-style-type: none"> I. Embauche d'une majorité d'hommes et de femmes pour travailler dans le projet
<i>V- Un Centre de transformation permanente des ordures ménagères est mis en place (optionnel)</i>	<ol style="list-style-type: none"> I. Identification de l'emplacement pour l'établissement du Centre de Tri + Établissement du Centre en collaboration avec les autorités de PAP II. Formation du personnel affecté au tri et au traitement des ordures : (membres des CVP et des récupérateurs de déchets) III. Recherche de débouchés pour l'écoulement des sous-produits et produits transformés
<i>VI - Les organisations communautaires locales sont revalorisées et motivées par le changement</i>	<ol style="list-style-type: none"> I. Séminaires de formation et ateliers de développement communautaire
<i>VII - les capacités locales dans la gestion de la chose publique et la réduction des conflits sont renforcées</i>	<ol style="list-style-type: none"> I. Sensibilisation et formation des représentants des institutions locales les plus directement intéressées au processus de développement II. Sensibilisation et formation des techniciens directement intéressés au processus de développement communautaire III. Mise en place d'un plan d'intégration des femmes dans le projet, vulgarisation et facilitation de leur embauche dans les postes techniques, traditionnellement réservés aux hommes
<i>VIII - Le dossier de réplication du projet est disponible</i>	<ol style="list-style-type: none"> I. Développement des termes de référence pour l'étude II. Appel d'offre, analyse des dossiers, sélection Opérateur Prestataire de Services. III. Analyse, rapport d'étude et approbation IV. Diffusion des résultats de l'étude aux partenaires stratégiques et au Public en général
<i>IX - Pérennisation du projet</i>	<ol style="list-style-type: none"> I. Mise en place du comité de gestion des déchets solides dans la zone II. Formation à l'intention des membres des comités.

PARTIE III – GESTION ET MISE EN OEUVRE

1. Modalité de la mise en oeuvre.

La Commission Nationale de Désarmement et la Section Intègre du DDR donneront les grandes lignes de politique et stratégique tout au long de la mise en oeuvre de cette initiative. Le but est d'assurer la cohérence entre cette initiative et l'ensemble des projets de pacification mise en place dans le cadre du programme conjoint DDR dans les quartiers urbains violents de la capitale. Cette coordination se fera à travers les réunions de coordination hebdomadaire déjà en place par la CND.

Ce projet sera mis en application sous la surveillance directe de représentant résident du PNUD. Un coordonnateur de projet sera recruté pour gérer la mise en oeuvre de cette initiative. Il sera assisté par un expert en gestion de déchet solide de la coopération Brésilien afin de bénéficier de l'expérience de ce pays en la matière, de même qu'une équipe de personnel employés par le projet sur la base de contrat.

Les activités de projet envisagées seront effectuées sous des modalités directes de l'exécution (DEX). La section jointe DDR est responsable de passer en revue, de documenter et d'analyser le progrès de projet, pour s'assurer que les sorties prévues sont produites avec l'opportunité et pour traduire de telles sorties dans des résultats. Le coordonnateur de projet sera responsable de la gestion quotidienne, de la coordination et de l'exécution du travail.

D'autre part, nous exploiterons le support fourni par les diverses sections de la MINUSTAH, et les autres acteurs impliqués au niveau stratégique et institutionnel s'assureront de l'exécution des différentes opérations du projet sur le terrain. La section DDR ainsi que d'autres partenaires développeront une stratégie et des synergies appropriées pour l'exécution des activités de projet.

La Commission Nationale de Désarmement sera l'organisme donnant au Gouvernement la responsabilité de gérer le programme de DDR.

La durée du projet sera de 6 mois.

2. Révision du projet, suivi et évaluation

Le suivi et l'évaluation qui accompagneront la mise en oeuvre du projet pendant cette période consisteront à mesurer l'avancement dans la réalisation des objectifs et à trouver les solutions aux problèmes et aux contraintes qui y feront obstacle au fur et à mesure qu'ils surgissent. Ce suivi et cette évaluation seront effectués par un comité restreint représentant l'ensemble des acteurs clés concernés. Un rapport mensuel devrait être préparé par le coordonnateur de projet indiquant l'avancement de l'exécution des activités de projet. Enfin, Un rapport terminal sera fourni avant le départ de chaque personnel officier.

L'évaluation et la surveillance chercheront à s'assurer que les activités procèdent selon les le calendrier. Des budgets et les dépenses seront surveillés selon des procédures financières de gestion et des états de placement de l'agence participante.

PARTIE IV – RISQUES

Il existe un certain nombre de risques liés à l'application du projet. Les risques identifiés tournent autour de :

- **Manifestations de la violence** : Les gangs et les individus armés dans de la zone sont des facteurs d'insécurité pour le personnel du PNUD et les contractants locaux ainsi que les infrastructures du projet. Cette situation pourrait entraîner, en cas d'incidents graves, une suspension des activités du projet.
- **Élection** : Le renvoi des prochaines élections planifiées pour janvier et février 2006 jouent un rôle crucial dans la stabilité du pays.
- **Participation des partenaires** : Le manque d'engagement et de volonté de la part des différents acteurs participant au projet (communauté de base, PNH, les autorités civiles et le Gouvernement de transition. Un changement politique de ces partenaires peut affecter le projet.
- **Désinformation** : La désinformation et les fausses rumeurs (intentionnel ou accidentel) peuvent nuire au projet, surtout si la capacité de réponse et de réaction face à une fausse information est lente ou tarde à venir.
- **Indisponibilité des Fonds** : Le manque de fonds ou d'éventuels retards dans les décaissements prévus peuvent engendrer une rupture des différentes activités.

PARTIE V – CONTEXTE LEGAL

Le présent descriptif du programme sera considéré comme l'instrument auquel se réfère l'article premier de l'accord type d'assistance de base conclue entre le Gouvernement de la République d'Haïti et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) signé par les deux parties le 28 juin 1973.

Aux fins dudit accord, l'organisme du pays hôte chargé de l'exécution, spécifié dans le présent descriptif, sera l'organisme du gouvernement visé dans ledit accord.

Les modifications suivantes ne peuvent être apportées au présent descriptif du programme qu'avec la signature du Représentant Résident du PNUD, à condition que ce dernier ait l'assurance que les autres signataires de celui-ci n'ont pas d'objection à l'égard des changements proposés :

- les révisions ou compléments apportés aux annexes du descriptif du programme, s'il y a lieu ;
- les révisions n'ayant pas pour effet d'apporter des modifications notables aux objectifs immédiats, aux résultats ou activités des programmes, mais qui sont dues à un réaménagement des apports déjà convenus ou à des hausses de coûts entraînées par l'inflation ;
- les révisions annuelles obligatoires pour le réajustement de la fourniture des apports prévus dans le programme, l'accroissement dû à l'inflation des dépenses d'experts ou d'autres frais, en fonction de la souplesse financière de l'organisme en cause.

ANNEXE I – CALENDRIER DE TRAVAIL

L'exécution du projet s'étendra sur une période de 6 mois à partir de la réception des fonds.

	Activités	Période 2 semaines par carreau																
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12					
I	Convention établie entre la section DDR - PNUD/MINUSTAH et les partenaires. Ateliers de concertation publique et privée																	
I	Mise en place du comité de coordination																	
II	Identification et négociation avec des représentants de la communauté ;																	
II	Activités de sensibilisation et de motivation de la communauté et des collecteurs privés autour du projet																	
III	Sensibilisation et organisation et renforcement des petits opérateurs pour la collection d'ordures ménagères																	
III	Organisation d'un atelier final et rédaction d'un rapport de capitalisation ;																	
III	Détermination des circuits de collecte (itinéraires, horaire, point de transfert etc.) élaboré + information de la population et mise en place des bacs																	
IV	Embauche d'une majorité d'hommes et de femmes pour travailler dans le projet																	
V	Identification de l'emplacement pour l'établissement du Centre de Tri + Établissement du Centre en collaboration avec les autorités de PAP																	
V	Formation du personnel affecté au tri et au traitement des ordures : (membres des CVP et des récupérateurs de déchets)																	

V	Recherche de débouchés pour l'écoulement des sous-produits et produits transformés																					
VI	Séminaires de formation et ateliers de développement communautaire																					
VII	Sensibilisation et formation des représentants des institutions locales les plus directement intéressées au processus de développement																					
VII	Sensibilisation et formation des techniciens directement intéressés au processus de développement communautaire																					
VII	Mise en place d'un plan d'intégration des femmes dans le projet, vulgarisation et facilitation de leur embauche dans les postes techniques																					
VIII	Développement des termes de référence pour l'étude																					
VIII	Appel d'offre, analyse des dossiers, sélection Opérateur Prestataire de Services.																					
VIII	Analyse, rapport d'étude et approbation																					
VIII	Diffusion des résultats de l'étude aux partenaires stratégiques et au Public en général																					
IX	Mise en place du comité de gestion des déchets solides dans la zone																					
IX	Formation à l'intention des membres des comités																					

ANNEXE II BUDGET

Numéro du projet :						
Titre du Projet : Projet de collecte des déchets solide visant la consolidation du processus de Réduction de la Violence armée à Carrefour Feuilles						
Type de gestion :						
Institution responsable :						
Exécution directe						
UNDP CO Haïti						
CMBL	Description	Impl.	Coût Unitaire	Unité	Duree	Total
11	Personnel International					
11.01	Technicien gestion des déchets solides	IBSA countries				30 000
11.99	Total Personnel International					30 000
17	Personnel National					
17.01	Coordinateur de Programme	DDR	2 500	1	6	15 000
	Coordinateur de programme (suivi financier par DDR)	DDR	2 500	1	6	en nature
17.02	Mobilisation et renforcement des capacités communautaire	DDR	2 000	1	6	12 000
17.03	Environnementaliste	DDR	2 000	1	6	12 000
17.04	Facilitateurs Communautaires	DDR	300	4	6	7 200
17.05	Administratif et finance officier	DDR	2 000	1	6	12 000
17.99	Total Personnel National					58 200
20	PROGRAMME					
20.01	Salaires des travailleurs HIMO (Haute Intensite de Main d'Œuvre)	jour / travail	3	3 000	6	54 000
20.03	Construction des points de collectes	Communauté	500	100	1	50 000
20.04	Renforcement des capacités communautaires (formation)	DDR	50 000	1	1	50 000
20.05	Mobilisation et sensibilisation	DDR	80 000	1	1	80 000
20.99	Total ligne Programme					234 000
40	Equipement					
40.01	Camion léger (location ou achat)	1	80 000	1	1	80 000
40.02	4 X 4 HILUX pick-up	1	30 000	1	1	30 000
40.03	Communication	set	10 000	1	1	10 000
40.04	pelle, brouette, et matériel de protection pour travailleurs	travailleurs	40	300	1	12 000
40.05	Désinfectant et matériel divers de nettoyage	mois	1 000	1	6	6 000
40.06	Maintenance, diesel assurance	mois	6 500	1	6	39 000
40.99	Total ligne Programme					177 000
50	DIVERS					
50.01	Evaluation & Etude	Forfait	10 000	2	1	20 000
50.03	Imprévu	Forfait	4 610	1	1	4 610
59.99	Total ligne Divers					24 610
Grand Total						523 810
96	FRAIS D'EXECUTION					
96.01	Frais d'exécution 5%					26 190
999	Budget Total					550 000